

programme national nutrition santé

Bilan des actions

PNNS

de la ville de
Toulouse
2010-2011



MAIRIE DE  **TOULOUSE**

WWW.TOULOUSE.FR



Table des matières

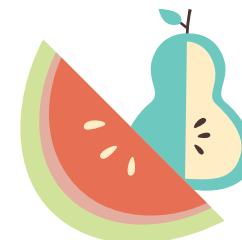
INTRODUCTION	3
1/ LE CONTEXTE	4
2/ MÉTHODOLOGIE	5
3/ LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE	6
A/ La répartition des actions selon les objectifs du PNNS	6
B/ Quelques exemples d'actions	7
C/ Le type d'intervention	8
D/ Le public touché	9
E/ Les acteurs	10
F/ Les forces et les faiblesses des interventions	11
G/ Les attentes des acteurs	12
4/ LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	13
A/ Les constats	13
B/ Les obstacles et les leviers pour une politique municipale en matière de nutrition	13
5/ LES PROPOSITIONS ET LES PERSPECTIVES	14
ANNEXE	15

INTRODUCTION

Depuis juillet 2006, la municipalité de Toulouse fait partie du réseau des « villes actives » associées au Programme National Nutrition Santé (PNNS).

En signant la charte, la ville s'est engagée à traduire localement les recommandations du PNNS visant à « promouvoir une alimentation et une activité physique favorables à un état nutritionnel et un état de santé optimaux de la population ».

Depuis, la municipalité a mis en oeuvre de nombreuses initiatives faisant référence explicitement ou non au PNNS. La Ville dresse aujourd'hui un bilan des actions menées en 2010-2011 afin de les valoriser et de dégager des perspectives.



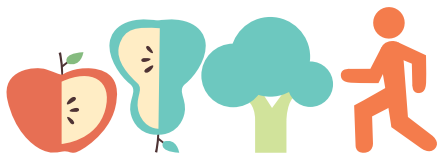
1/ LE CONTEXTE

Lancé en janvier 2001, le Programme national nutrition santé a pour objectif général l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs : la nutrition. Pour le PNNS, la nutrition doit s'entendre comme l'équilibre entre les apports liés à l'alimentation et les dépenses occasionnées par l'activité physique. Le programme a été prolongé sur la période 2006-2011, puis 2011-2015.

Depuis 2010, le Plan Municipal de Santé (PMS) a inscrit la nutrition dans ses objectifs prioritaires. Son plan d'actions 2010-2013 vise à « favoriser l'adoption des habitudes alimentaires et d'activités physiques favorables à la santé de tous et accessibles à tous. » Parmi les recommandations, le PMS préconise (objectif 1.4) « la création des conditions d'une meilleure harmonisation des initiatives et dispositifs concourant à la promotion d'une alimentation équilibrée et des activités physiques ».

La réalisation d'un bilan répond à cet objectif. Depuis son adhésion à la Charte, la Municipalité a en effet multiplié les dispositifs - cela va de la suppression des collations pendant le temps scolaire à la valorisation des activités physiques dans les centre de loisirs associés à l'école (Clæ) en passant par la création des jardins partagés, mais ils n'ont pas fait l'objet d'un recensement rigoureux, ni d'une évaluation d'ensemble.

Ce bilan doit permettre de prendre la mesure précise des actions menées en 2010 et 2011 et de leur « compatibilité » avec le PNNS, d'évaluer leur efficacité et d'envisager les pistes d'avenir, en particulier la pertinence d'une « plateforme d'information et de coordination » au sein de la collectivité. Celui-ci a été réalisé par le Service communal d'hygiène et santé (SCHS).



2/ MÉTHODOLOGIE

Les actions présentées dans ce document ont été recensées lors d'une enquête menée en 2012. Celles-ci ont été retenues lorsqu'elles étaient jugées « compatibles » avec les objectifs du PNNS 2006-2011 et mises en œuvre par les services municipaux ou communautaires.

Ces actions municipales identifiées par le SCHS et « compatibles » avec le PNNS sont celles qui :

- 1 promeuvent l'activité physique
- 2 valorisent la consommation de fruits et légumes
- 3 limitent les incitations à consommer des produits sucrés/gras/salés
- 4 améliorent la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire dans la restauration collective en établissant des référentiels minimaux obligatoires) :
- 5 renforcent la disponibilité en eau
- 6 dépistent ou repèrent la dénutrition et l'obésité (enfants, adolescents, adultes, seniors)

L'enquête s'est déroulée auprès de 13 Directions de la ville ou de la communauté urbaine. Elle a été réalisée sous forme d'entretiens directs avec les personnes d'encadrement susceptibles de mener ou de connaître les actions.

Ces « personnes contacts » ont été interrogées à partir d'une trame - préalablement testée, de questions fermées, semi-ouvertes ou ouvertes.

Ces interviews avaient vocation à être le plus descriptif possible, le but visé étant d'identifier :

- Le nombre d'actions menées par service, direction et DGA
- Les objectifs les plus fréquemment poursuivis, les publics bénéficiaires, ainsi que les lieux/milieus de vie des interventions
- Les forces et faiblesses de ces actions

Et enfin produire une synthèse des besoins et attentes des services concernant la politique de la collectivité en matière de nutrition.



3/ LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Les initiatives ont été déployées sur des lieux très divers: de l'échelle communale (l'ensemble des écoles, des accueils De Loisirs, des crèches) à celle des quartiers (jardins partagés, zones piétonnes) et/ou dans différents milieux de vie: les CLAE, l'Espace social du grand Ramier, les colonies de vacances, les restaurants scolaires...

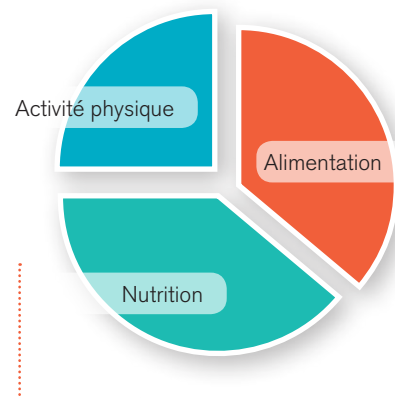
A/ La répartition des actions selon les objectifs du PNNS

Au total, 36 opérations ont été recensées chacune ayant souvent répondu à plusieurs objectifs PNNS. C'est le cas, par exemple, du projet « Mini séjours d'été », destiné aux 3-15 ans qui associe pratique sportive et équilibre alimentaire (achats des aliments et confection de repas par les enfants) ou de l'opération « Manger Bouger » mise en place dans le quartier Empalot.

Répartition
des actions
par objectif du
PNNS

Objectifs Pnns	Nombre d'actions
1 « Promotion de l'activité physique »	22
2 « Valorisation de la consommation de fruits et légumes	22
3 « Limitation des incitations à consommer des produits sucrés/gras/salés	18
4 « Amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire dans la restauration collective	5
5 « Renforcement de la disponibilité d'eau »	3
6 « Dépistage et repérage obésité »	2
7 « Repérage dénutrition » :	1

Le tableau montre une prédominance des interventions répondant aux 3 premiers objectifs, c'est-à-dire aux repères principaux promus par le PNNS.



B/ Quelques exemples d'actions

1 « Promotion de l'activité physique » :

- Mise en place de pédibus dans 22 écoles afin de favoriser la pratique de la marche. La Ville trace et sécurise les itinéraires et fournit les gilets de sécurité.
- Organisation de 4 promenades thématiques hebdomadaires à destination des seniors et d'un séjour sportif en village de vacances pour réduire la sédentarité.
- Activités physiques et gratuites pendant l'opération Toulouse Plage.
- Publication de la carte des itinéraires cyclables de la Communauté urbaine et journées vélo (entretien, éducation routière, mise en situation) proposées aux écoles élémentaires.

2 « Valorisation de la consommation de fruits et légumes » :

- Création de 4 jardins partagés pour inciter les habitants à produire des fruits et des légumes à moindre coût.
- Mise en place d'ateliers cuisine et dégustation de brochettes de fruits dans 40 Accueils de Loisirs.
- Animation et « Ateliers gourmands » tout public dans les Jardins du Muséum avec deux chefs cuisiniers.
- Information et animations autour des fruits et légumes à l'occasion de Toulouse Plage.

3 « Limitation des incitations à consommer des produits sucrés/gras/salés »

- Mise en place de l'opération « Quatre repas par jour » dans toutes les écoles élémentaires pour supprimer les prises alimentaires pendant les récréations

Au final, sur les 36 opérations identifiées :

- 13 portent sur la nutrition, c'est-à-dire sur l'association « alimentation » et « activité physique ».
- 14 portent uniquement sur l'alimentation: restauration scolaire, valorisation fruits et légumes, disponibilité en eau, réduction des produits sucrés/gras/salés
- 9 portent uniquement sur l'activité physique.

- Formation du personnel des Etablissements petite enfance autour de l'équilibre alimentaire des jeunes enfants. 130 agents concernés en 2011.
- Organisation des goûters dans tous les Clae avec validation des Conseils d'école.

4 « Amélioration de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire dans la restauration collective » :

- Mise en conformité des menus et des pratiques culinaires avec les repères du Pnns dans les centres de vacances, extérieurs de la Ville et les restaurants scolaires.
- Concertation régulière avec la société de restauration externe afin de proposer des repas équilibrés et adaptés des enfants accueillis dans les établissements Petite enfance.

5 « Renforcement de la disponibilité d'eau »

- Mise à disposition d'eau potable aux bénéficiaires de l'Espace social du Grand Ramier
- Création de « coin buvette » dans tous les Clae et les Maternelles.

6 « Dépistage et repérage obésité »

- Dépistage précoce systématique des enfants lors de leur admission en crèches collectives et familiales par des médecins et possibilité de suivi.

7 « Repérage dénutrition »

- Dépistage et accompagnement des seniors accueillis à l'Espace social vers le restaurant social de la Mairie.

C/ Le type d'intervention

La majorité des actions se déroulent sous forme d'ateliers participatifs, via la confection de plats, l'achat de denrées, la visite de lieux ou d'expositions, ou la pratique d'activités physiques et sportives.

Les actions de distribution se traduisent par la mise à disposition de goûters, de fruits, de légumes ou d'eau.

Les actions d'information et de communication comprennent l'organisation de conférences, la publication de documentation, la diffusion d'informations via différents supports (journaux, panneaux...) et les salons (Sisqa).

Les actions sur l'environnement portent sur l'aménagement de l'espace collectif (création de zones piétonnes, pistes cyclables) et sur le fonctionnement de la Collectivité (adaptation des menus selon les âges dans les cantines, mise en place d'activités sportives dans les Clae).

Les actions de formation visent l'actualisation des connaissances en matière de nutrition. Ils ont impliqué 130 professionnels des établissements petite enfance ainsi que des encadrants (séjours mini accueil d'été, centres sportifs).

Les actions de dépistage et de repérage de l'obésité et de la dénutrition proposent des conseils médicaux et des consultations médicales individuelles.



Répartition des actions selon le type d'intervention

Type d'intervention	Nombre d'actions
Ateliers participatifs	22
Actions de distribution	14
Information et communication	9
Environnement	4
Formation	2
Dépistage	3

D/ Le public touché

Toutes les populations sont ciblées à des degrés divers. Les enfants en milieu scolaire et plus spécifiquement la tranche 6-15 ans sont les principaux bénéficiaires avec 50 % des actions qui leur sont destinées.

À noter que les femmes enceintes qui apparaissent comme population cible identifiée dans le PNNS ne sont pas repérées dans le bilan réalisé dans la collectivité.

Les publics concernés	Nombres d'actions
Enfants de 0-3 ans	4
Public scolaire	18
Grand public	8
Habitants des quartiers	2
Parents	1
Agents municipaux (encadrants, animateurs, éducateurs, assistantes maternelles)	5
Professionnels intervenants ou associatifs	3
Seniors	7
Personnes en situation de précarité	3
Usagers d'établissements spécialisés	1

Répartition des actions selon le public



E/ Les acteurs

13 directions ont engagé des actions « Nutrition », mais ce bilan n'est pas totalement exhaustif puisque le CCAS n'a pas été inclus dans le champs de l'enquête et trois services n'ont pas pu répondre à l'enquête.

Répartition
des actions
par Direction



Direction impliquée	Nombre d'actions
Animation socioculturelle	2
Communication externe	2
Cuisine Centrale	1
Développement durable et écologie urbaine	1
Education	4
Enfance et Loisirs	4
Gestion des infrastructures	3
Hygiène et santé	3
Museum	2
Politiques de Solidarités	7
Ressources humaines	1
Petite enfance	4
Sports	2

La majorité des actions sont menées sous forme de partenariat en interne en collaboration avec d'autres Directions, ou en externe avec des institutions et/ou des associations.

Le partenariat interne se traduit par un co-pilotage des interventions. C'est le cas du dispositif « Activités de sports loisirs » destiné aux populations démunies initié par les Directions Politiques de solidarité et Sports ou du projet « Ciné Ma Santé » développé dans les quartiers Nord qui réunit Service des sports, Bibliothèques », Direction du Développement Social, cuisine centrale, SCHS...

Le partenariat avec des institutions (Cpam, Repopp, Ireps) ou des associations (« Bleue comme une orange », « Partageons les jardins », « Brigade-Papilles », « maison du vélo »...) se déroule selon une logique de « prestation complémentaire » et/ou de « délégation ».

Le plus souvent, les services municipaux pilotent l'opération et font appel au partenariat externe pour :

- Les interventions directes avec le public : animations d'ateliers et de réunions d'information, formation des professionnels ;
- L'approvisionnement des repas ou de denrées alimentaires (fruits, goûters, boissons...) ;
- La mobilisation du public ;
- Les relais dans les prises en charge et le suivi du public après les actions de repérage.

F/ Les forces et les faiblesses des interventions

Les personnes rencontrées ont été interrogées sur les points forts et les faiblesses des dispositifs mis en œuvre. L'analyse transversale des questionnaires a permis de les répertorier.

Les points positifs les plus souvent évoqués ont trait à la compétence des professionnels, à la qualité des interventions sur le terrain et à l'adhésion du public. Et notamment :

- Un partenariat actif et mobilisable ;
- La pluralité des compétences des professionnels et leur capacité d'adaptation au public ;
- La forte implication des agents municipaux ;
- L'existence d'outils de communication permettant la mobilisation du grand public ;
- L'accessibilité des actions ;
- La satisfaction du public
- L'évolution des comportements alimentaires des publics visés : augmentation de la consommation de fruits, diminution de boissons sucrées, de sucreries, meilleure hygiène...





Les faiblesses portent essentiellement sur les modalités de mise en œuvre des opérations et leur suivi.

Et plus précisément sur :

- L'insuffisance des moyens (matériels, financiers, humains); de mutualisation entre services, d'évaluation systématique;
- Le manque de cohérence sur le long terme: actions menées souvent de façon ponctuelle ou de durée limitée ou liées à la sensibilité d'un directeur ou d'un agent;
- Le manque de formalisation, de visibilité et de valorisation des actions.

G/ Les attentes des acteurs

Elles résultent des faiblesses citées plus haut. Les services engagés dans le dispositif Pnns souhaitent :

- Une meilleure valorisation des actions pour gagner en légitimité;
- Davantage de concertation entre services, de collaboration et de réflexion de groupe afin d'optimiser les compétences;
- Une meilleure connaissance des actions des autres services;
- Une meilleure harmonisation des messages dans la communication: nécessité de construire un socle commun interservices;
- Un accompagnement à travers une expertise sur les outils créés ou les messages diffusés;
- La formation des agents ou des partenaires en contrat avec la mairie;
- Une plus forte mobilisation des Toulousains, notamment des personnes isolées ou précarisés.



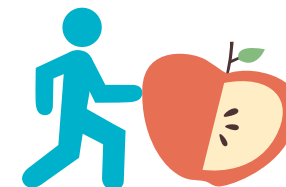
4/ LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'enquête offre une « photographie » non exhaustive des dispositifs mis en œuvre par la Ville en 2010 – 2011; son approche qualitative masque souvent l'engagement quantitatif de certains services.

A/ Les points marquants

À la lumière des informations collectées, ce bilan fait apparaître :

- 1 La richesse et la diversité des actions menées par les services municipaux, dans leurs modalités et leurs terrains d'expression.
- 2 La forte prépondérance d'actions visant la promotion de la santé et la prévention primaire en faveur notamment des publics jeunes: les enfants en milieu scolaire en particulier la tranche d'âge des 6-15 ans.
- 3 En dépit de nombreux partenariats en interne, les actions ont souvent été conduites de manière cloisonnée avec des ressources trop limitées; elles sont peu évaluées et marquées par l'absence d'un socle commun d'objectifs, de méthodes et de suivi entre les services de la Ville.





B/ Les leviers pour renforcer la politique municipale en matière de nutrition

Ces leviers permettant l'amélioration du dispositif s'articulent autour de :

- L'instauration d'une culture commune interservices dans le domaine de la nutrition pour améliorer la cohérence des messages diffusés auprès du public.
- Le développement d'un partenariat interne et externe pour faciliter et pérenniser les actions.
- La mise en place d'une communication sur les actions pour les valoriser, en informer les partenaires potentiels et légitimer la place de chacun.
- La concertation interservices en vue de mixer les compétences et d'élaborer des projets cohérents.



5/ LES PROPOSITIONS ET LES PERSPECTIVES

Trois propositions émergent du bilan :

- 1 L'inscription d'un socle commun d'objectifs institutionnels sur la nutrition dans les différents programmes concernés : le Plan Municipal de Santé, le Programme Educatif Municipal, le Projet municipal en faveur de la jeunesse et la Politique de la Ville.
- 2 Le soutien et l'accompagnement des actions auprès des habitants
 - Soutenir la mise en œuvre opérationnelle
 - Organiser des espaces et des temps d'échanges
 - Mettre en place des formations et des ateliers de sensibilisation interservices permettant un meilleur investissement des agents.
- 3 La valorisation des actions à travers
 - La mise en place de journées d'échanges autour de la nutrition et du PNNS
 - La création d'un outil commun de communication et d'une banque de données interservices destinés à centraliser les actions et les outils mobilisés et à les porter à la connaissance de tous
 - La mobilisation des services de la communication (interne et externe) de la Ville





MAIRIE DE  **TOULOUSE**

WWW.TOULOUSE.FR